

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 160 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2909 - Prix : 1€



Gaza : le gouvernement veut faire taire ceux qui protestent

Page 6

Cerballiance Le Port en grève

Page 9

Mayotte : Le choléra sévit, Darmanin traque les pauvres

Page 12

Europe : derrière l'Union, la concurrence économique et la guerre !

« L'Europe peut mourir » ; « elle est encerclée par des puissances régionales désinhibées » ; « le réarmement du monde s'accélère » : pour tenter de mobiliser son camp menacé d'une déroute aux élections européennes, Macron se pose en champion de la défense de l'Europe. Il s'est rallié au projet de bouclier antimissile européen qu'il refusait jusque-là.

Si la guerre est en train de rattraper l'Europe, Macron et les dirigeants des puissances impérialistes en sont les principaux responsables. Le système qu'ils défendent, c'est la guerre économique permanente pour accéder aux matières premières et conquérir des marchés au détriment de leurs rivaux. Ces rivalités expliquent pourquoi le monde entier est au bord de la guerre généralisée.

Poutine a envahi l'Ukraine pour tenter d'empêcher que les capitalistes occidentaux accaparent les marchés et les ressources de ce pays issu de l'Union soviétique. Depuis, pour s'assurer que l'Ukraine reste une semi-colonie du capital occidental, l'Otan fait durer cette guerre fratricide qui détruit le pays et décime sa population.

La recherche de la suprématie par les grandes puissances impérialistes est la cause de bien des guerres en Afrique, en Asie ou au Moyen-Orient. Elle est à l'origine de celle qui oppose Israël aux Palestiniens. En effet, c'est pour assurer leur influence dans cette région riche en pétrole et stratégique pour le commerce international, que les Britanniques ont favorisé la création d'un État juif au détriment des Arabes.

Les États Unis ont pris le relais, faisant d'Israël leur allié indéfectible pour veiller sur leurs intérêts au Moyen-Orient. Pourtant, si une puissance régionale est aujourd'hui « désinhibée », c'est bien Israël : elle massacre impunément les Palestiniens à Gaza, les pourchasse en Cisjordanie et provoque le Hezbollah libanais et l'Iran, au risque d'embraser toute la région !

La guerre économique se déroule aussi entre grandes puissances impérialistes censées être alliées, les États-Unis et les différentes puissances européennes. Entre elles, la seule règle qui vaille est le rapport de force.

Grâce à leur puissance, les États-Unis signent les plus gros chèques, attirant des industriels européens qui partent s'y installer. Parce que le marché américain est plus vaste et moins morcelé, des capitaux quittent l'Europe pour l'Amérique.

De leur côté, invoquant la transition énergétique ou la relocalisation de la production, les dirigeants européens ouvrent eux aussi les caisses de leur État, chacun veillant à arroser d'abord ses constructeurs automobiles nationaux, ses producteurs d'électricité ou ses géants du BTP.

Ces rivalités économiques permanentes expliquent pourquoi une Europe vraiment unifiée est impossible dans le cadre capitaliste.

Il en va de même sur le terrain militaire : la « défense européenne » n'existe que dans les discours de Macron. La défense et l'armement constituent un marché profitable dans lequel la guerre économique fait rage.

Ainsi l'Allemagne n'achète pas d'avions Rafale à Dassault mais des F-16 américains, tandis que la France n'imaginerait pas acheter de chars allemands Leopard. Nexter, Thales, Safran et les autres marchands d'armes tricolores exigent que l'armée française soit pour eux un client exclusif.

Oui, la guerre économique se niche partout. Dans une économie en crise, avec des capacités de production colossales et des marchés saturés, elle est de plus en plus rude. Elle peut se transformer à tout moment en affrontement armé.

Les préparatifs d'une guerre entre les deux géants que sont les États-Unis et la Chine se font ouvertement. Pour conserver leur rôle de gendarme du monde, les États-Unis ont dépensé l'an dernier 900 milliards de dollars. C'est 40 % du total des dépenses militaires de la planète et quatre fois plus que la Chine.

Que la guerre soit économique ou militaire, les capitalistes et leurs serviteurs politiques la font toujours payer aux travailleurs. D'abord, au travers de la course à la compétitivité et en taillant toujours plus dans les budgets des hôpitaux ou des écoles pour acheter des missiles. Puis, lorsque les guerres, éclatent, en les envoyant sur les champs de bataille.

La guerre est inséparable du capitalisme. Pour avoir la paix, les travailleurs doivent préparer la révolution, c'est-à-dire l'expropriation de la classe capitaliste pour placer la société sous leur direction.

Il faut affirmer cette perspective, lors des manifestations du 1er Mai et en votant pour la liste « Lutte ouvrière - le camp des travailleurs » lors des élections européennes du 9 juin.

Nathalie Arthaud

Dette publique : le gouvernement garantit l'austérité

Un nouvel épisode de la tragi-comédie jouée depuis des semaines sur le thème du naufrage des comptes publics s'est achevé sur le verdict de Fitch et Moody's, deux agences financières de notation. Finalement, la note de la France a été maintenue... et les coupes budgétaires aussi.

Le rôle de ces agences de notation consiste en principe à évaluer la capacité de l'État français à faire payer à la population une dette publique qui se monte à 3 100 milliards d'euros. En indiquant le degré de risque de faillite d'un État ou d'une entreprise, ces notes peuvent influencer sur les taux

d'intérêt, et donc sur le poids de la dette dans les comptes publics. L'État se retrouve en effet dans une spirale infernale où les emprunts qui arrivent à échéance sont remboursés en concluant de nouveaux prêts.

Le risque de dégradation des notes attribuées par ces agences a servi à justifier les coupes de 10, puis de 20 milliards d'euros dans le budget de l'année. Puis, à peine leur sentence rendue publique, le ministre de l'Économie Le Maire a expliqué que, puisque la note n'avait pas été abaissée, il était urgent de procéder à de nouvelles coupes budgétaires. Quoi

qu'il se passe, pour le ministre, les travailleurs doivent se serrer la ceinture.

Au vu des taux d'intérêt réclamés aujourd'hui par les financiers pour consentir à prêter leurs capitaux, la charge de la dette devrait dépasser les 72 milliards d'euros en 2027, la rapprochant du budget de l'Éducation nationale qui est de 82 milliards. Cela ne représente que la moitié des bénéfices dégagés l'an dernier par les entreprises du CAC40... Alors, que les capitalistes remboursent eux-mêmes cette dette, faite par eux et pour eux !

Logement social : menaces pour les locataires

Le gouvernement va présenter début mai le mal-nommé projet de loi « sur le logement abordable. » Loin de rendre l'habitat accessible aux classes populaires, il souhaite au contraire taxer davantage les locataires du parc HLM, quand ce n'est pas en expulser certains purement et simplement.

Jusqu'à présent, un surloyer pouvait être appliqué par les bailleurs sociaux si les revenus dépassaient 20 % du plafond. Ce plafond est par exemple en province de 39 909 euros de revenu fiscal annuel pour un ménage de deux personnes, ce qui correspond à 1 640 euros par personne et par mois. Ce surloyer concernait déjà 80 000 ménages, mais le gouvernement souhaite maintenant en appliquer un dès le premier euro de dépassement. Celui-ci concernerait alors 200 000 ménages, autant de familles de quartiers populaires, déjà rançonnées par les hausses de charges et pour qui le logement est de loin le premier poste de dépenses. Il souhaite aussi pouvoir expulser de leur logement les ménages dont les revenus dépasseront depuis deux ans ces plafonds de 120 %, plutôt que de 150 % précédemment.

En revanche, rien n'est prévu concernant la construction des centaines de milliers de logements sociaux qui manquent dans ce pays.

Plutôt que de le rendre abordable, le gouvernement saborde le logement social.



PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 10 MAI de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 11 MAI de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 12 MAI de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 1^{er} JUIN de 8H30 à 10H00**

BTP : propagande patronale

Dans une « lettre ouverte » intitulée « constat d'une situation de crise historique » (JIR du 5 mai 2024) la principale organisation patronale du bâtiment et des travaux publics la FRBTP, alerte « sur la dégradation sensible du secteur du bâtiment et des travaux publics » à la Réunion depuis 2020.

En février déjà, lors des négociations salariales, Anthony Lebon, président de la FRBTP menaçait : « Face à toute demande d'augmentation de salaires nous n'aurons pas d'autres choix que de mettre la clé sous la porte ou de licencier des

salariés. Sauf si des mesures concrètes sont proposées par le gouvernement ou des acteurs économiques publics et privés, impliqués de près ou de loin dans le secteur du BTP. »

Aujourd'hui, alors que la question du manque de logements est criante la FRBTP parle d'une « crise historique » qui altère les « capacités de production locale de logements ».

Mais de quelle production parle-t-elle ? La construction de logements se fait grâce à la commande publique. Les capitalistes du BTP ne tirent pas un sou de leur poche !

Si des petits artisans mettent la clé sous la porte, ce n'est pas le cas des GTOI (groupe Bouygues), SBTPC (Vinci) ou autre Lafarge qui enrichissent leurs actionnaires grâce à l'argent public et à la sueur des ouvriers qu'ils exploitent.

Mais pour tous ces margoulines capitalistes, la manne étatique n'est jamais suffisante. Ils en réclament toujours plus.

La FRBTP redoute « les tensions sociales » que la « crise » provoquerait.

En bien, il faudrait que les travailleurs confirment ses craintes !

Insécurité alimentaire : « mourir de faim dans un monde d'abondance »

Le nombre de victimes d'insécurité alimentaire aiguë, c'est-à-dire menacées de mourir de faim, a atteint en 2023 281 millions dans 59 pays, selon le rapport Global report on food crises, publié le 23 avril par un consortium d'organisations internationales. Cela représente 24 millions de personnes supplémentaires par rapport à l'année passée.

Dans son introduction à ce rap-

port, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, dénonce que « dans un monde d'abondance les enfants meurent de faim ». C'est vrai, mais il ne suffit pas de le dire ou de pointer les causes immédiates des famines : « guerres, chaos climatique et crises du coût de la vie ». Toutes ces catastrophes, qui déclenchent des famines malgré l'abondance de nourriture produite dans le monde, dé-

coulent, directement ou non, de l'organisation capitaliste de la société. Et plus particulièrement d'une production organisée uniquement en fonction de la recherche du meilleur profit et de la concurrence entre capitalistes, qui mène à la guerre. Le renversement de la classe capitaliste est un enjeu de vie et de mort immédiat pour des centaines de millions de personnes.

Le bureau de Poste de Moufia en sursis ?

Le bureau de poste de Moufia construit il y a quelques années dans ce quartier très populaire et très peuplé vivrait, d'après certaines associations d'usagers, ses derniers jours.

La direction de la Poste aurait l'intention de le fermer pour cause de « fréquentation insuffisante ». Traduisez : pour cause de rentabilité financière insuffisante.

Outre les postes de travail qui seraient supprimés, les habitants de ce quartier situé dans les hauts de Sainte Clotilde seraient alors obligés, pour effectuer leurs envois postaux et autres opérations financières, de se déplacer jusqu'à la poste du Chaudron déjà saturée en permanence faute de personnel en nombre suffisant.

Si cette information devait se

concrétiser, cela se traduirait par une dégradation supplémentaire des conditions de vie des habitants de

Moufia majoritairement défavorisés.



Air Austral : où est passé l'argent ?

Dimanche 5 mai, représentants syndicaux, direction, actionnaires privés et Région se sont retrouvés à la préfecture pour tenter de trouver un accord sur un plan de « retournement » de la compagnie aérienne qui traverse à nouveau une zone de turbulences financières.

Il y a un an 100 millions d'euros d'aides publiques étaient mis sur la table pour qu'une société privée RunAir, créée pour l'occasion et menée par le capitaliste Deleflie, mette la main sur Air Austral qui bat de l'aile à nouveau !

La direction d'Air Austral bénéficie pourtant d'un regain de vente de ses billets d'avion sur la ligne Paris Réunion, mais elle explique qu'avec la guerre du Soudan elle est obligée de contourner ce pays ce qui lui coûte plus cher. Des coûts supplémentaires qui sont largement compensés par la hausse des billets d'avions !

Si la Région et les actionnaires se disent d'accord pour mettre chacun 5 millions sur le tapis ils cherchent à faire payer la note en grande partie par les 850 travailleurs à qui la direction veut imposer une

baisse des salaires de 10 % et la suppression de leur 13^{ème} mois.

Regroupés à une cinquantaine devant la préfecture pendant les négociations, les salariés ont rappelé qu'ils ne sont en rien responsables de ce nouveau trou d'air et refusent, à juste titre, de se serrer encore la ceinture comme ils le font depuis 2012.

À qui et à quoi servent donc ces millions d'argent public ? Pour avoir une réponse à cette question les travailleurs à Air Austral comme ailleurs devraient imposer l'ouverture des livres de comptes !

Encore une nouvelle augmentation des carburants

Total a réalisé 21,4 milliards d'euros de bénéfices en 2023, Shell 23,4 milliards, mais les prix des carburants viennent à nouveau d'augmenter de 5 centimes au litre pour le sans plomb et d'un centime pour le gazole.

Les travailleurs de La Réunion paieront donc encore plus cher pour

aller se faire exploiter, de surcroît pour des salaires qui eux n'augmentent pas d'un euro !

Ras le bol de ce racket des compagnies pétrolières et des collectivités territoriales (Taxe Spéciale de Consommation sur les Carburants – TSCC : 140 millions d'euros prélevés

par la Région par an).

Il faut prendre sur les profits capitalistes pour bloquer et pourquoi pas baisser le prix de l'essence et du gazole !

Grande distribution ou arnaque en grand ?



Le dernier rapport de l'IEDOM sur la situation économique de La Réunion sont riches d'enseignement.

Malgré les hausses des prix des matières premières et des coûts d'acheminement des marchandises, les différentes enseignes de la grande

distribution (Carrefour, Leclerc, Super U, Run Market) continuent à tirer leur épingle du jeu à La Réunion.

Leur « EBE » (l'excédent brut d'exploitation qui mesure la rentabilité des entreprises par rapport à leurs charges d'exploitation) est le double (4 %) que celui des entreprises de l'hexagone.

L'explication est simple : ce résultat est obtenu grâce aux bas salaires imposés par les capitalistes de la distribution de La Réunion à leurs salariés et aussi parce qu'ils bénéficient de généreuses exonérations de cotisations patronales de la part de l'État.

Ce sont donc les travailleuses et travailleurs de ces distributeurs et les tous les autres consommateurs-prolétaires sur qui pèsent les hausses de prix à deux chiffres.

L'appauvrissement de la classe

ouvrière, L'IEDOM l'a aussi mesuré à l'aune de certains autres indicateurs. Fin avril 2024, le nombre de dossiers de surendettement était en hausse de 46 % par rapport à avril 2023 et le montant des découverts sur les comptes bancaires en hausse de 60 % pendant la même période.

Pour préserver leurs profits, même en période de crise, les capitalistes n'hésitent pas à faire les poches des travailleurs. Plutôt que de se laisser enchaîner toujours plus dans la dépendance des banques en contractant toujours plus de prêts, les travailleurs victimes de l'exploitation capitaliste ont toujours un recours, celui de la riposte collective et de la grève générale pour faire rendre gorge à ces vautours du commerce !

Gaza : le gouvernement veut faire taire ceux qui protestent

Le gouvernement continue sa campagne de censure et de pressions contre ceux qui dénoncent à juste titre le massacre de près de 40 000 personnes à Gaza par l'armée israélienne.

Le secrétaire de l'union locale CGT du Nord a écopé d'un an de prison avec sursis pour un tract qui dénonçait l'occupation israélienne. Maintenant, ce sont plusieurs responsables de LFI qui ont été convoqués pour leurs positions sur le sujet dans le cadre d'une enquête.

Mercredi 24 avril, une poignée d'étudiants de l'école de Sciences politiques de Paris a tenté d'occuper une partie des bâtiments pour protester contre le massacre à Gaza. Dans la nuit, des dizaines de CRS ont été envoyés pour les déloger. Le comité Palestine qui a organisé cette occupation réclame, entre autres, que les liens avec les universités israéliennes soient rompus. On peut être en désaccord avec cette demande, car les étudiants israéliens ne sont pas responsables de la politique de leur gouvernement, et opposer les



populations les unes aux autres en prenant à son compte la politique d'une organisation comme le Hamas ne fait pas avancer la cause des exploités.

Mais interdire une telle manifestation vise en fait à faire taire toute critique, et cette mise en scène voudrait faire croire en plus que cette occupation estudiantine relevait de l'antisémitisme.

Toute critique de la politique de l'État d'Israël est assimilée à de l'antisémitisme. Toute dénonciation

du massacre en cours à Gaza devient de l'apologie du terrorisme. Ainsi le monde se résume en deux camps : celui des grandes puissances prétendument démocratiques, avec leurs bombes ne visant qu'à imposer la paix et le bonheur des peuples, tandis que ceux qui s'y opposent sont taxés d'appartenir au camp des terroristes, racistes, assassins et barbares. Il faut refuser ce chantage.

Pouyanné au Sénat : c'est moi qui commande !

Lundi 29 avril le PDG de TotalEnergies, Patrick Pouyanné, était auditionné par une commission du Sénat pour évaluer « le respect par Total des obligations climatiques et des orientations de la politique étrangère de la France ».

TotalEnergies, l'un des premiers pétroliers au monde, respecte-t-elle ces engagements ? La réponse de Pouyanné est clairement : non.

Total augmente sa production, fore de nouveaux puits en expulsant des populations en Ouganda, au milieu des habitations aux États-Unis, au risque de détruire la faune et la flore partout, sans aucun souci du réchauffement climatique. Son président affirme suivre la demande croissante en énergies fossiles et se préparer à consacrer, un jour, les bénéfices d'aujourd'hui aux énergies

renouvelables de demain. En attendant, le bénéfice record de 2023, plus de vingt milliards d'euros, et les presque six milliards de bénéfice pour le premier trimestre 2024 seront en grande partie versés aux actionnaires.

Total, sur toute la planète, prospère à l'ombre des dictatures, s'en accommode, les renforce voire les suscite. Il le fait évidemment en symbiose complète avec la diplomatie française ; toute l'histoire du Gabon, entre autres, le démontre. Les déclamations démocratiques faites à Paris ou à la tribune de l'ONU sont une chose, les affaires de Total une autre, combien plus importante.

Pouyanné, au nom des intérêts de ses donneurs d'ordres, a donc envoyé aux pelotes les prétentions de quelques sénateurs, réduisant leur

commission à une pantalonnade. Le ministre de l'Économie a déclaré, sans rire : « Total est un atout pour la transition écologique. » On a beau savoir que Total ne rend de comptes qu'à ses actionnaires et est prêt à détruire la planète pour accumuler du profit, la suffisance de son dirigeant et la servilité du personnel politique à son égard tiennent du record.

Total fait le plein de profit



Ehpad publics : asphyxiés au profit du privé

Fadila Khattabi, ministre déléguée aux Personnes âgées, a annoncé le 24 avril par voie de presse que le gouvernement allait débloquer 650 millions d'euros pour les Ehpad.

Cette annonce fait suite au signal d'alarme lancé par treize organisations du secteur public et associatif, qui vont jusqu'à mettre en avant « le risque d'arrêt d'activité » pour nombre d'établissements. En effet, selon une enquête réalisée en mars par la Fédération hospitalière de France (FHF) auprès de plus de 730 Ehpad publics, 85 % de ces structures ont fini l'année 2023 en déficit. En extrapolant à l'ensemble des Ehpad

publics déficitaires, les auteurs estiment à 800 millions d'euros le déficit total, en hausse de 60 % sur un an.

Non seulement ce déficit est bien supérieur au montant que le gouvernement a décidé d'allouer mais, derrière cette annonce, se cache le fait que 70 % de la somme seront accaparés par les établissements privés.

En effet, si la ministre déléguée a tenu à préciser que le financement de l'État augmentera de 5 % pour les structures publiques, contre « seulement » 3 % pour le privé, elle a en revanche été beaucoup plus discrète sur la répartition de l'enveloppe. Et pour cause : la grande majorité des 7

500 Ehpad du pays étant privés, les Ehpad publics ne toucheront au final que 190 millions d'euros, contre 460 millions pour les autres.

Loin « d'apporter un ballon d'oxygène » aux Ehpad publics comme il le prétend, le gouvernement fait en réalité un double cadeau aux groupes privés. En les arrosant d'argent public d'abord, puis en les aidant indirectement à mettre la main sur des établissements publics qu'il aura, par sa politique, contribué à asphyxier financièrement.

Migrants : les conséquences d'une politique criminelle

Cinq migrants, une petite fille de sept ans, trois hommes et une femme, sont morts dans la nuit du 22 au 23 avril au large d'une plage de Wimereux, dans le Pas-de-Calais, en tentant de traverser la Manche à bord d'un bateau surchargé, avec plus de 110 passagers.

Ce nouveau drame est la conséquence de la politique toujours plus répressive vis-à-vis des migrants de la part des pays d'Europe, qu'ils fassent ou non partie de l'Union européenne. Le 10 mars, le Premier ministre britannique Rishi Sunak a rencontré Macron et annoncé le versement de 543 millions d'euros supplémentaires à la France pour empêcher plus de bateaux de traverser la Manche, et fournir du matériel tel que drones, jumelles à vision nocturne, caméras de surveillance, barrières...

Une enquête de Lighthouse Reports, un collectif de journalistes de plusieurs pays, dénonce les méthodes dangereuses et illégales de certains policiers : bateau crevé à plusieurs dizaines de mètres de la côte, vagues créées autour d'une embarcation afin de la faire chavirer... Bien que les interpellations en mer soient officiellement interdites, la Défenseure des



droits, Claire Hédon, confirme que quatre cas sont en cours d'investigations.

La même Défenseure des droits a rendu public le 25 avril un rapport qui dénonce le traitement des migrants, cette fois à la frontière franco-italienne. Alors que selon la circulaire Schengen, cette frontière devrait être ouverte, le gouvernement français y a rétabli des contrôles depuis 2015. Les droits des migrants ne sont pas respectés, notamment pour les demandeurs d'asile, qui sont refoulés sans avoir eu la possibilité de faire une demande, ou pour les mineurs isolés, renvoyés en Italie alors qu'ils de-

vraient être confiés à l'Aide sociale à l'enfance.

La police enferme aussi fréquemment des migrants pendant toute une nuit dans des locaux exigus, sans hygiène, qui manquent de lits et de matelas, sans aération, et sans séparation entre adultes et mineurs.

Ces pratiques illégales des policiers sont généralisées. Elles ne peuvent que résulter de consignes transmises par leur hiérarchie. Et celles-ci ne font que répercuter sur le terrain une politique criminelle décidée au niveau gouvernemental.

Agent Orange : contre les crimes de Monsanto et de l'armée américaine

Le 7 mai 2024 aura lieu le procès en appel intenté par Tran Tô Nga à 14 firmes américaines, dont Monsanto-Bayer et Dow Chemical, qui fabriquaient l'agent Orange utilisé par l'armée américaine pendant la guerre du Vietnam.

Tran Tô Nga, qui était alors journaliste à l'Agence d'information du Front national de libération du Sud-Vietnam, souffre aujourd'hui de nombreuses pathologies dues à ce poison. Ses trois filles sont atteintes de malformations cardiaques et osseuses. Une quatrième est morte à 17

mois, victime elle aussi de problèmes cardiaques.

L'agent Orange était un défoliant utilisé de 1961 à 1971 par l'armée américaine pour détruire le couvert végétal sous lequel s'abritaient les combattants vietnamiens. Il ne détruisait pas seulement les forêts et les récoltes, mais aussi les hommes et les femmes qui entraient en contact avec lui. Plus de 50 ans après la fin de la guerre, trois millions de Vietnamiens en subissent toujours les effets. Depuis 1975, 150 000 enfants sur quatre générations sont nés avec des malformations, qu'il s'agisse

d'absence de membres, de cécité, de surdité ou de tumeurs externes. Des dizaines de milliers de soldats américains ont également été contaminés. Quand l'État américain se lance dans une guerre, il n'y a pas de limite dans l'horreur.

Le comité de soutien à Tran Tô Nga communique qu'il appelle à un rassemblement de soutien samedi 4 mai à 14 heures place de la République à Paris. Son combat est plus que légitime, et mérite le soutien.

La manifestation du 1er Mai à La Réunion

Plusieurs centaines de travailleuses et de travailleurs ont manifesté mercredi dernier dans les rues du chef lieu pour dénoncer les hausses éhontées des prix et réclamer l'augmentation générale des salaires.

Nombreux sont ceux qui aujourd'hui ne s'en sortent plus, même en travaillant. Les seuls à ne pas payer la crise sont les capitalistes et les gros actionnaires, tous les spéculateurs qui surfent sur la crise générale du système capitaliste.

Nombreux ont été aussi les travailleurs à dénoncer l'engrenage de la guerre dans laquelle Macron et sa clique voudraient nous engager.

Les militants de notre organisation présents dans cette manifestation ont rappelé que les prolétaires n'avaient pas de patrie, pas d'ennemis parmi les travailleurs immigrés ou



des pays étrangers, que notre seul camp était le camp de la classe ouvrière internationale et que les travailleurs devaient s'opposer de toutes leurs forces à tous ceux qui s'acharnent à les diviser, affirmer

qu'un monde meilleur est possible à condition que la classe ouvrière mobilise toute son énergie pour renverser le système capitaliste et prendre enfin à direction de la société !

Accidents du travail en hausse

Selon un rapport de l'Assurance Maladie, il y a eu en 2023 44 200 maladies professionnelles en France, 560 000 accidents de travail et 740 accidents mortels au travail.

Les causes de cette hécatombe ne sont pas à chercher bien loin. Elles découlent de l'augmentation des cadences de travail dans les entreprises,

du manque de personnel qui conduit des travailleurs à faire seuls le travail de deux ou trois salariés, du non respect des normes de sécurité par le patronat sur les chantiers, dans le domaine du transport, dans la grande distribution ou dans les services à la personne.

Pour les capitalistes, la santé des travailleurs, la sécurité au travail constituent un coût. Ces dépenses, ils

font tout pour ne pas les faire ou les repousser sans cesse quitte à mettre la santé, voire la vie des travailleurs en danger.

Eh bien, nous travailleurs nous devons pousser dans le sens inverse et, par nos actions et notre détermination, les obliger à prendre toutes les mesures destinées à préserver notre intégrité physique et mentale. Notre santé, notre vie n'ont pas de prix !

Cerballiance Le Port en grève

Cerballiance est un réseau de 700 laboratoires en France, dont 24 à La Réunion.

Le groupe a réalisé un bénéfice de 21,4 millions d'euros en 2021, intégralement reversé à ses actionnaires, ayant largement profité de l'opportunité occasionnée par les prélèvements et analyses pour la détection du Covid. En 2022, il a encore réalisé 4 millions de profits. Cependant ces résultats financiers n'ont été réalisés qu'en contrepartie de l'exploitation féroce de ses salariés.

Ainsi «En 2022, une expertise "risque grave" avait montré une intensité croissante de la charge de travail avec une volonté de la direction de maintenir et de développer le sous-effectif. Ce rythme intense semble perdurer selon les termes de la Direction du travail qui a récemment mené une inspection. Il a été remonté au service de l'État des journées de 10 heures sans pause, des absences non remplacées augmentant la charge de travail, une augmentation significative de l'activité... ». (Clicanoo du 3 mars 2024).

À cela s'ajoute le refus de la direction de Cerballiance d'augmenter les salaires pour compenser la perte de pouvoir d'achat due à l'envolée des prix. Lors des dernières NAO, elle refusait d'aller au-delà de 3 % alors que les syndicats en demandent 5.

C'est pour mettre un coup d'arrêt à cette exploitation éhontée que 100 % des salariés du plateau technique du Port, au sein duquel passe une majorité des "tubes" des patients se sont mis en grève.

Ils réclament outre l'augmentation de 5 % de leurs salaires :

- une augmentation du coefficient pour les secrétaires au bout de 15 ans d'ancienneté.
- une prime pour les Secrétaires de 100€ pour les jours fériés
- une prime de risque pour tous les coursiers à 90€
- une prime de dialyse de 150€ tous les 3 mois
- une prime Plateau pour la reconnaissance du travail à 200€
- un 13ème mois pour tous
- plus de moyens humains sur les Plateaux et les Sites Périphériques

pour réduire la charge de travail excessive afin d'assurer un meilleur équilibre entre vie professionnelles et vie personnelle.

- la mise en place d'un vrai pool de remplacement au sein de l'entreprise pour les 3 régions.

Voilà à quoi devraient être affectés en priorité les dizaines de millions de bénéfices accumulés par Cerballiance sur le dos de ces salariés qui ont bien raison de réclamer leur dû !



Derichebourg : le profit capitaliste au prix de notre peau

La collecte des déchets dans les villes de Saint-Joseph et de Saint-Philippe est attribuée depuis 2021 à Derichebourg Environnement. Les travailleurs et leurs représentants syndicaux n'ont cessé de tirer la sonnette d'alarme sur leurs mauvaises conditions de travail. Les camions récupérés sur un ancien marché ne bénéficient pas de l'entretien nécessaire pour garantir la sécurité des salariés et des autres usagers de la route. Cette situation met gravement en péril la santé physique et psychologique des travailleurs. À ce jour, alors que l'entreprise compte moins de 50 salariés, les arrêts maladies, souvent de plusieurs mois, concernent une dizaine d'entre eux...

Malgré les preuves apportées par les salariés, ni la mairie, ni la communauté de commune, ni l'État n'interviennent.

Le 19 avril dernier, un travailleur chauffeur de poids lourd, avec plus de 23 ans d'ancienneté, a été mis à pied en réponse à son refus de conduire un camion qui ne respecte pas les normes de sécurité exigées par la loi. Cette sanction assortie d'une perte de salaire de 100% en janvier, de 60% en février et de 75% en mars 2024, visait à briser le moral d'un militant syndical.

En solidarité contre une sanction aussi totalement injustifiée des travailleurs et de militants, y compris d'autres secteurs, ont apporté leur

soutien financier. C'est un soutien qui compte aussi pour le moral de tous ceux qui dans l'entreprise ont fait grève en avril, en juin et en août 2023, précisément sur des problèmes de sécurité sans que rien ne change.

Alors que les travailleurs sont en première ligne dans un travail indispensable à la société, l'État et le patron qui tiennent les manettes font preuve d'une inertie criminelle.

Dans ce rapport de forces la colère grandit en même temps que la conscience que la grève est la seule arme des travailleurs qui ne veulent pas être traités comme moins que rien !

GAZA

Une guerre sans fin

Bien loin de marquer une pause, l'offensive du gouvernement israélien à Gaza et la répression en Cisjordanie se renforcent. Le 30 avril, la zone de Rafah, toujours sous la menace d'une attaque massive israélienne a été bombardée. Au moins 22 personnes ont péri. La veille, c'étaient de prétendues cibles terroristes qui étaient visées dans le centre de la bande. Le processus d'écrasement de la population palestinienne est loin de prendre fin. Elle meurt sous les bombes à Gaza, et sous les agressions redoublées et quotidiennes des colons d'extrême droite soutenus par l'armée en Cisjordanie.

En Cisjordanie occupée, on ne compte plus les incursions violentes, terrifiantes, dans les villages palestiniens. Il y a celles menées par l'armée comme à Nour Shams, camp de réfugiés de 7 000 habitants. Le raid a duré plus de 50 heures, faisant 14

morts. Et il y a celles menées par les colons ultranationalistes et religieux, qui sont totalement encouragées par le gouvernement israélien, et notamment le ministre d'extrême droite Smotrich.

En parallèle, les autorités israéliennes font construire une route traversant la bande de Gaza d'est en ouest, qui fragmente le territoire déjà en grande partie réduit à l'état de ruines. Elle rejoint opportunément les travaux du port flottant organisés par les États-Unis sur la côte ouest. En fait d'acheminement de l'aide humanitaire aux Gazaouis qui meurent de faim, de soif et de maladies, il s'agit de mettre en place des infrastructures utilisables par le pouvoir israélien pour contrôler Gaza et y installer de façon permanente des forces de répression. Cela ne vaincra pas le Hamas, dont cette guerre ne fera que renforcer les soutiens, mais

assurera que l'écrasement de la population palestinienne pourra continuer. Les gesticulations pseudo pacificatrices des puissances impérialistes, parfaitement lucides sur les intentions de Netanyahu, ne servent qu'à couvrir le massacre.



ÉTATS-UNIS

le soutien à Israël contesté

Depuis la mi-avril, environ un millier de personnes ont été arrêtées sur les campus de diverses universités américaines pour avoir protesté contre le massacre que l'État israélien commet à Gaza, avec le financement et l'aide militaire des États-Unis.

Des politiciens républicains et aussi démocrates brandissent l'accusation d'antisémitisme pour justifier les arrestations et intimider les manifestants. Or, dans certaines universités, la dénonciation des crimes de guerre perpétrés chaque jour par le gouvernement de Netanyahu est venue aussi d'organisations d'étudiants

juifs, qui ont parfois interrompu leur présence aux manifestations pour procéder aux rituels de la Pâque juive. Il est difficile de croire qu'ils occupent leur campus pour appeler à « tuer tous les Juifs », comme certains médias le relayent.

Cette agitation étudiante est la face actuellement visible du dégoût qu'une partie de l'électorat démocrate ressent envers le soutien sans faille que Biden accorde à Israël. Ce courant est particulièrement fort chez les électeurs musulmans ou d'origine arabe. Il s'est manifesté lors des récentes primaires, où 19 % de électeurs démocrates du Minnesota et 13

% dans le Michigan ont voté « non-engagé », c'est-à-dire contre Biden, candidat à sa réélection à la présidence en novembre, qui est loin d'être assurée.

Biden a beau émettre des réserves verbales sur la politique de Netanyahu et appeler Israël à la « modération » dans la guerre qu'il mène au peuple palestinien, il ne peut faire oublier que l'État qu'il dirige livre à l'armée israélienne les bombes qui assassinent à Gaza.

Les masses exploitées n'ont que le choix de la révolte

Cet article est extrait du mensuel La Voix des travailleurs édité à Haïti par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR-UCI)

Les classes dominantes et leurs valets de la classe politique ont laissé proliférer les gangs criminels dans le pays. Pour eux, mieux vaut avoir affaire à des gangs criminels, des assassins qui sèment le deuil et la terreur sur leur passage mais qui s'inscrivent dans la défense de l'impérialisme, que d'affronter des millions de travailleurs, des chômeurs, qui se révoltent contre l'enfer du système d'exploitation capitaliste.

Depuis plusieurs années, les masses populaires vivent au rythme des massacres, des actes terroristes tous plus odieux les uns que les autres. Des quartiers entiers sont rasés et vidés de leurs habitants. Des centaines de milliers de personnes deviennent du jour au lendemain des sans-domicile, certaines étant contraintes de vivre dans des camps

ou de fuir vers des villes de province. Des hôpitaux, des écoles, des marchés publics sont incendiés.

Cela n'émeut pas tant la bourgeoisie, qui continue d'engranger des richesses, quitte à payer grassement les groupes armés pour protéger ses affaires. De toute façon, ce sont les travailleurs qui paieront la facture par l'augmentation des prix. Hier comme aujourd'hui, la détresse de la population a toujours été le cadet des soucis de la classe politique. Malgré le délitement presque total du pays, elle continue de se battre autour du pouvoir, comme des charognards pour satisfaire leur gourmandise.

Maître des lieux, l'impérialisme, à travers ses ambassades, ne se sent pas plus préoccupé par le pourrissement de la situation. Si cela coince, des contingents de soldats étrangers peuvent être dépêchés pour venir protéger ses intérêts et évacuer ses ressortissants, comme ils le font actuellement. (...)

Haïti est victime de la domination capitaliste de la planète depuis le débarquement des mercenaires à la solde de la bourgeoisie montante en Europe, de 1492 jusqu'à aujourd'hui. (...)

Si les gangs armés n'ont pas encore investi toutes les grandes villes du pays, c'est en grande partie dû à la vigilance de la population. Et même à Port-au-Prince, en dépit de la toute-puissance affichée des gangs criminels, certains quartiers comme Canapé-Vert, Juvenat, la ville de Mirbalais, etc. résistent. Dans certains quartiers, les gens s'organisent et engrangent quelques succès.

C'est par la révolte générale de la population que les esclaves ont arraché leur liberté et proclamé leur indépendance à la barbe des colons français et alliés. C'est l'embrassement général des masses laborieuses qui mettra fin à la barbarie des gangs armés et au système d'exploitation qui leur a donné naissance.

SOUDAN

Un an de guerre

En avril 2023, les deux principales forces de répression qui étaient alliées contre la population soudanaise sont entrées en guerre. Les Forces armées soudanaises sous le commandement du général al-Bourhane, et les forces de soutien rapide du général Daglo, dit Hemetti, avaient réprimé la mobilisation populaire qui avait chassé le dictateur al-Bachir en 2019. Après avoir tiré sur des manifestants qui occupaient le centre de la capitale, Khartoum, les deux généraux avaient renversé ensemble en 2021 le gouvernement civil qui s'était mis en place.

La rivalité sourde entre al-Bourhane et Hemetti s'était alors muée en un affrontement direct pour le

pouvoir. Les forces d'al-Bourhane bénéficient du soutien de l'Égypte, de l'Iran, du Qatar, de la Turquie et de l'Érythrée. De son côté, Hemetti a l'appui des Émirats arabes unis et achète des armes qui transitent par les zones d'Afrique où la milice russe ex-Wagner est implantée.

La guerre qui déchire le Soudan dépasse donc les frontières de ce pays de près de 45 millions d'habitants. Elle a déjà fait près de 50 000 morts. Fuyant les combats, les bombardements aériens, les viols et la famine, 8 millions de personnes se sont déplacées, dont 1,6 million au-delà des frontières, survivant dans des camps où elles manquent de tout.

À l'invitation du ministre des Affaires étrangères français, Séjourné,

la conférence de Paris a promis deux milliards d'euros pour « répondre aux besoins les plus urgents », selon Macron. Une réponse internationale que les ONG jugent honteuse au regard des nécessités.

Cette conférence a été l'occasion pour les grandes puissances impérialistes, qui vendent des armes et financent des guerres partout dans le monde, de faire étalage de commisération envers les victimes et d'appel à la négociation et au cessez-le-feu. Les incendiaires donnent des conseils pour éteindre les flammes et demandent aux tigres qu'ils ont nourris de se muer en agneaux.

Le choléra sévit, Darmanin traque les pauvres

À Mayotte, les cas de choléra se multiplient. Des cas autochtones sont apparus à Koungou, une commune aux nombreux bidonvilles. On sait que les conditions de vie insalubres dans lesquelles sont plongées des dizaines de milliers de personnes favorisent la propagation de la maladie. Elles ne disposent pas de sanitaires et leur accès à l'eau se limite à une fontaine en bas de leur bidonville. Les réfugiés, qui fuient la guerre dans l'est du Congo ou la famine en Somalie, et qui ont été expulsés de leurs bidonvilles, survivent maintenant dans la rue, sur des cartons, avec un ruisseau pour seul accès à l'eau.

Dans ces conditions, les conseils de l'Agence régionale de Santé, « *Lavez-vous régulièrement les mains* » et « *Buvez uniquement de l'eau po-*

table » – seuls moyens pour échapper à l'épidémie – sont inapplicables et en deviennent révoltants.

Alors que le choléra se répand, l'État continue de concentrer ses moyens pour son opération « Place Nette », nouveau nom de l'opération Wuambushu lancée en mai 2023. La chasse aux pauvres prime sur la lutte contre le choléra, des quartiers sont détruits et les habitants sont laissés sans solution.

L'État sait montrer les muscles pour s'en prendre aux pauvres, mais il se garde bien de contrôler Vinci, le groupe multimilliardaire, responsable de la mauvaise qualité de l'eau courante et des coupures qui continuent. Alors que plusieurs centaines de millions d'euros sont mis dans le « rideau de fer maritime », nouvel

arsenal visant à empêcher les bateaux de réfugiés d'atteindre l'île, quasiment rien n'est fait pour construire des logements décentes pour les travailleurs.

Des renforts de gendarmes et des agents de la PAF sont arrivés ces derniers jours sur l'île, mais l'hôpital, déjà en sous-effectif grave, devra faire face à l'épidémie de choléra sans personnel en plus. À Mayotte, l'État apparaît clairement, tel que Engels l'avait défini : « une bande d'hommes armés » qui maintient l'ordre au service de la classe dominante, en même temps que les conditions de misère de la population.

Les responsabilités de l'État

Selon le directeur de l'ARS, l'épidémie de choléra serait due à une maladie qui ne s'est pas présentée au Samu comme les autorités sanitaires enjoignent de le faire en cas de diarrhées ou de vomissements dans le cadre du « plan riposte choléra ».

Atteint du syndrome Darmanin, il utilise le même langage en parlant d'« opération coup de poing » pour la création de trois spots de vaccination mobile, la livraison de 2 600 doses de vaccin dans le courant de la semaine et des renforts en médecins et infirmiers en provenance de Paris.

Ceci se passe dans les quartiers où les habitants sont jetés à la rue avec la destruction de l'habitat précaire, dans

le cadre de l'opération « Place nette » succédant à Wuambushu, où l'eau potable et simplement courante est une denrée rare et chère, et où, de plus, les plus démunis cherchent à échapper au risque d'être expulsés.

Le choléra, caractérisé par une diarrhée aiguë, est causé par une bactérie généralement transmise par la consommation d'eau ou d'aliments contaminés. Le danger principal de contagion est le manque d'accès à l'eau potable.

Or Mayotte est depuis des années en pénurie d'eau et l'État n'a jamais entrepris de construire les infrastructures indispensables.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : [contact@lutte-ouvriere-](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)

[ile-de-la-reunion.org](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier

Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282

Retrouvez le meeting complet de Nathalie Arthaud et de Jean-Pierre Mercier le 26 avril à Paris en vidéos :
<https://www.lutte-ouvriere.org/portail/multimedia/meeting-26-avril-2024>